



EXTRAIT DU PROCES VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Maine de Blaye (33390)

L'an deux mille treize le 17 décembre, le Conseil Municipal de la Commune de Blaye étant assemblé en session ordinaire, salle du conseil municipal, après convocation légale en date du 10 décembre 2013, sous la présidence de Monsieur DENIS BALDES Maire de Blaye.

Etaient présents :

M. BALDES, Maire.

M. RIMARK, Mme BAUDERE, M. CARREAU, Mme SARRAUTE, M. WINTERSHEIM, Mme MERCHADOU, M. LORIAUD, Mme LE TORRIELLE, Adjoints, Mme NEBOIT, M. CUARTERO, M. GRELLIER, Mme FLORENTIN, M. VERDIER, M. ELIAS, Mme BERTET, Mme DUBOURG, M. GEDON, M. LIMINIANA, M. LACOSTE, M. GARAUDY, Conseillers Municipaux.

Etaient excusées et représentées par pouvoir:

Mme DELMAS SAINT HILAIRE à Mme SARRAUTE, Mme CASTET à Mme MERCHADOU

Etait excusée:

Mme BERGEON

Etaient absents:

M. GRENIER, M. LAMARCHE, M. RENAUD

Conformément à l'article L - 2121-15 du Code Général des Collectivités Territoriales, M. VERDIER est élu secrétaire de séance, et ceci à l'unanimité des membres présents.

Conseillers en exercice : 27
Conseillers présents : 21
Conseillers votants : 23

Pour : 23
Contre : 0
Abstention : 0

3 – SYNDICAT DE GESTION DES BASSINS VERSANTS DU MORON ET DU BLAYAIS- STATUTS APPROBATION

Le Conseil Municipal délibère à l'unanimité

A la demande du Préfet, le conseil municipal par délibération du 12 juillet 2011 a décidé la fusion du Syndicat Intercommunal d'Aménagement Hydraulique du Bassin versant du Moron et du Syndicat Intercommunal d'aménagement Rural du Canton de Blaye.

A l'issue de cette fusion, le syndicat prend la dénomination de « Syndicat de gestion des bassins versants du Moron et du Blayais » et de nouveaux statuts ont été rédigés.

Ainsi, en application de l'article L5211-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, la commune doit se prononcer sur les statuts du Syndicat de gestion des bassins versants du Moron et du Blayais.

En conséquence, Il est demandé au conseil municipal d'approuver les statuts joints à la présente.

La commission n°6 (Equipeement - Patrimoine - Voirie - Assainissement - Cadre/qualité De Vie - Le Handicap) s'est réunie le 4 décembre 2013 et a émis un avis favorable.

Fait et adopté à l'unanimité en séance, les jours, mois et an susdits:

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Bordeaux dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.

Certifié exécutoire pour avoir été reçu
à la Sous-Préfecture le 23/12/13
Identifiant de télétransmission : 033-21330058500014-
20131217-6558-AU-1-1

Pour le Maire empêché
Monsieur FRANCIS RIMARK



STATUTS DU SYNDICAT DE GESTION DES BASSINS VERSANTS DU MORON ET DU BLAYAIS

(ISSU DE LA FUSION DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'AMENAGEMENT HYDRAULIQUE DU BASSIN VERSANT (SIBV) DU MORON ET DU SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'AMENAGEMENT RURAL (SIAR) DU CANTON DE BLAYE)

ARTICLE 1 : DENOMINATION COMPOSITION

Il est formé entre les communes suivantes :

- | | |
|------------------------|----------------------------|
| • BERSON | • PUGNAC |
| • BLAYE | • SAINT CHRISTOLY DE BLAYE |
| • BOURG | • SAINT GENES DE BLAYE |
| • CAMPUGNAN | • SAINT GERVAIS |
| • CARS | • SAINT LAURENT D'ARCE |
| • CARTELEGUE | • SAINT MARIENS |
| • CEZAC | • SAINT MARTIN LACAUSSE |
| • CIVRAC DE BLAYE | • SAINT PAUL |
| • CUBNEZAIS | • SAINT SAVIN DE BLAYE |
| • FOURS | • SAINT SEURIN DE CURSAC |
| • MAZION | • SAINT TROJAN |
| • PEUJARD | • SAINT VIVIEN DE BLAYE |
| • PLASSAC | • TAURIAC |
| • PRIGNAC ET MARCAMP'S | • TEUILLAC |
| | • VIRSAC |

Un Syndicat Intercommunal qui prend la dénomination suivante :

« SYNDICAT DE GESTION DES BASSINS VERSANTS DU MORON ET DU BLAYAIS »

ARTICLE 2 : COMPETENCES ET OBJETS

Ce Syndicat a pour mission la mise en œuvre d'une gestion durable des milieux aquatiques :

- La gestion globale, concertée et équilibrée des cours d'eau et des zones humides du réseau hydrographique.
- La gestion des espaces naturels et des milieux remarquables associés, la restauration et la mise en valeur des milieux aquatiques.
- La préservation des zones naturelles d'expansion de crues (zones humides...).
- L'exécution des mesures et des préconisations définies dans le cadre Natura 2000.
- La restauration ou maintenance de la continuité écologique des cours d'eau (libre circulation piscicole, sédimentation et hydraulique).
- L'éradication ou confinement des espèces invasives.
- L'entretien des ouvrages de régulation des flux, bassins de rétention, des fossés qui les alimentent et leurs exutoires (digues domaniales, portes à flots, ouvrages d'ajustements des niveaux d'eau.)
 - La mise en œuvre de lancement d'études
- La sensibilisation, la communication et la promotion auprès de tous types de publics concernant la gestion de l'eau et les milieux aquatiques.
- L'amélioration de la qualité de l'eau à travers la lutte contre les différentes pollutions.

ARTICLE 3 : SIEGE

Le siège social du Syndicat est fixé à la Mairie de SAINT VIVIEN DE BLAYE.

ARTICLE 4 : FONCTION DE RECEVEUR

Les fonctions de receveur syndical seront exercées par le trésorier de :
SAINT SAVIN DE BLAYE.

ARTICLE 5 : DUREE

Le Syndicat est institué pour une durée illimitée.

ARTICLE 6 : ADMINISTRATION DU SYNDICAT

Le Syndicat est administré par un Comité Syndical dont la composition est fixée comme suit :
Chaque commune est représentée au sein du Comité Syndical par 2 délégués titulaires élus par le Conseil Municipal dans les conditions fixées à l'article L.5212-7 du Code Général des Collectivités Territoriales.
Le Comité Syndical votera un règlement intérieur.

ARTICLE 7 : DESIGNATION ET ATTRIBUTION DU BUREAU

Le bureau est composé du président, de 2 vice-présidents, 1 secrétaire et 5 membres, conformément aux dispositions prévues à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales.

ARTICLE 8 : FINANCES

1 - Ressources

Le budget du Syndicat pourvoit à toutes dépenses d'équipement et de fonctionnement nécessaire à la réalisation des objectifs décidés en Comité.

Les recettes du Syndicat sont celles prévues à l'article L.5212-19 du Code Général des Collectivités Territoriales.

Celles-ci comprennent notamment :

- la contribution des communes associées ;
- le revenu des biens, meubles ou immeubles, du syndicat ;
- les sommes qu'il reçoit des administrations publiques, des associations, des particuliers, en échange d'un service rendu ;
- les subventions de l'Etat, de la région, du département et des communes ;
 - le produit des dons et legs ;
- le produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés ou aux investissements réalisés ;
- le produit des emprunts.

2 - Répartition financière

La contribution des communes aux dépenses du Syndicat est déterminée comme suit :
La Clé de répartition des contributions sera fixée par délibération du Comité Syndical.

ARTICLE 9 : ADMISSIONS RETRAITS

Les modifications statutaires sont régies par les dispositions des articles L.5211-17 (compétences), L.5211-18, L.5211-19 et L.5212-29 (périmètre) et L.5211-20 (autres) du Code Général des Collectivités Territoriales.

Fait à Berson,
Le 2013